

Commune de SAINT CHAMP
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 10 février 2017

Nombre de conseillers en exercice : 11

Nombre de conseillers présents : 10

Nombre de conseillers votants : 10

OBJET : Prescription pour l'élaboration d'une carte communale

Date de convocation : 2 février 2017

Date d'affichage :

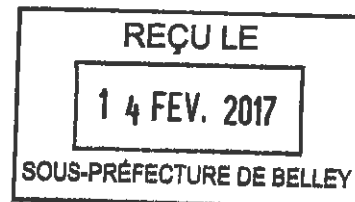
L'an deux mil dix-sept, le dix février, le conseil municipal de la commune de Saint Champ, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Paul GAMBERINI, Maire.

Etaient présents : MM. BERTHET, DURAND, MICHAUD, ROUGRIS, SOUBEYRAT, VELLET.

Mmes CORNET, JOANNIN, MARTIN.

Etait absent : M. BONNARD

Secrétaire de séance : Mme MARTIN.



Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que dans les communes qui ne sont pas dotées d'un plan local d'urbanisme, les règles générales d'urbanisme sont fixées par les articles L. 101-1, L. 101-2, L. 111-1 à L. 111-25 et R. 111-1 à R. 111-24 du code de l'urbanisme.

Ces règles concernent :

- la localisation et la destination des constructions
- leur desserte routière
- leur capacité à se raccorder aux réseaux publics d'eau potable et d'assainissement
- leur implantation
- leur volume et leur aspect.

Les modalités d'application des règles générales d'urbanisme peuvent être définies dans un document appelé "carte communale".

Le document graphique de la carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

La carte communale est élaborée à l'initiative de la commune. Elle est soumise à enquête publique et approuvée conjointement par le conseil municipal et le Préfet.

Monsieur le Maire présente l'intérêt pour la commune d'élaborer une carte communale. Dans le contexte local, il s'agit d'affirmer et de maîtriser le développement de la commune en cohérence avec les objectifs donnés par le SCoT du Bugey.

Il rappelle également que la présente délibération respectera les objectifs définis dans l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme, à savoir notamment l'utilisation économe de l'espace, la diversité des fonctions urbaines, la sécurité et la salubrité publiques, la prévention des risques naturels et technologiques et la protection des milieux naturels.

En effet, l'élaboration de la carte communale permettra :

- d'être compatible avec les objectifs du SCoT du Bugey
- Localiser les secteurs constructibles dans les lieux stratégiques
- Diversifier l'offre des logements
- Préserver les zones agricoles existantes
- Préserver les zones à forts enjeux environnementaux (zones humides, Znieff de type I) comme la Montagne de la Chamoise
- Préserver les cônes visuels et paysagers
- Encourager les modes de transports en commun,
- Valoriser la zone de loisirs près du Lac de Barterand

Il énonce également les objectifs poursuivis en matière de concertation avec la population pour la mise en place de la carte communale et ce dans le respect de l'article L 103-4 du Code de l'Urbanisme :

- La mise à disposition du public d'un registre destiné à recueillir les observations des habitants
- La possibilité pour toutes personnes qui souhaite s'exprimer sur le dossier de carte communale d'écrire au maire
- La rédaction d'articles dans la presse et ou dans le bulletin municipal
- L'organisation d'au moins une réunion publique.

VU le Code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10 et R. 161-1 à R. 163-9 relatifs aux cartes communales.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité ou à la majorité absolue des suffrages exprimés,

- 1 - de prescrire l'élaboration d'une carte communale sur l'ensemble du territoire communal ;
- 2 - Que les études de l'élaboration de la carte communale seront réalisées par des prestataires privés, après consultation.
- 3 - de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestation ou de service nécessaires à la mise en œuvre de l'élaboration de la carte communale ;

- 4 - de solliciter l'État, conformément au décret n° 83-1122 du 22 décembre 1983, pour qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir en partie les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration de la carte communale ainsi que le conseil départemental pour l'attribution de la subvention octroyée désormais à ce même titre ;
- 5 - que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Il rappelle les obligations réglementaires suivantes :

- solliciter l'autorité environnementale pour un examen au cas par cas ;
- consulter pour avis la chambre d'agriculture (L. 163-4 du code de l'urbanisme) ;
- consulter pour avis (réputé favorable si absence de réponse sous 2 mois) la CDPENAF (L. 163-4 du code de l'urbanisme).

La présente délibération sera notifiée à Mme la Sous-Préfète de Belley et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Pour copie conforme,

Paul GAMBERINI, Maire

